

PROJET D'INTERVENTION de M. Pierre MAUROY
INAUGURATION DE LA NOUVELLE MAIRIE DE LEOGNAN
MERCREDI 17 DECEMBRE 1986

Monsieur le Maire,
Messieurs les élus,
Mesdames, Messieurs,
Chers Amis,

C'est avec grand plaisir que je me retrouve parmi vous ce soir. Nous venons de visiter le nouvel Hôtel de Ville que vient de faire construire la ville de Léognan pour abriter ses élus et ses services administratifs.

Je veux dire mon admiration pour cette réalisation très moderne, très fonctionnelle, très agréable à parcourir. L'architecture en est tout à fait intéressante, car visiblement le public entre au coeur même de la Mairie, où se trouvent les services d'accueil et d'Etat civil.

Il aura donc le sentiment d'être véritablement accueilli et entouré et non pas,

Pierre Mauroy

Le Conseiller général (usur) Lagoyte
Philippe Rittenard

comme c'est le cas dans quelques unes de nos
anciennes mairies, où il se sent quelques fois
laissé à l'écart des services proprement dits.



Cet édifice, je crois, répond bien aux
besoins d'une ville en pleine expansion, comme
l'est actuellement Léognan.

J'adresse toutes mes félicitations aux
élus qui ont pris la décision de cette
construction et suivi cette réalisation. Je suis
heureux d'être aujourd'hui ici pour l'étreindre
avec vous.

Je veux naturellement m'adresser tout
particulièrement à notre ami Claude JOUVE qui est
un maire extrêmement actif, depuis bientôt 10 ans.
Je sais quel excellent travail il accomplit sur le
terrain en matière d'urbanisme et d'équipement,
comme dans les bureaux en matière de gestion.

Votre commune, qui est une ville de la
seconde couronne de Bordeaux reste semi-rurale,
mais fait de très gros efforts pour attirer les
petites entreprises créatrices d'emplois.

Elle se distingue aussi par une
politique culturelle de qualité, puisque votre
centre Georges BRASSENS, organise des

manifestations qui attirent un public de plus en plus nombreux qui se déplace depuis les communes voisines et même de Bordeaux.

Aujourd'hui, au coeur de nos villes, la Mairie n'est pas seulement le lieu où s'enregistre la mémoire de la vie de ses habitants, elle est surtout un lieu de pouvoir, un symbole de la vie civique.

Lieu de pouvoir, bien sûr, depuis que la mise en place de la décentralisation a donné à un fils ou une fille de la ville la maîtrise des ressources et la responsabilité de son avenir.

Il s'agissait alors d'une sorte de révolution, supprimer le pouvoir à priori des préfets et faire du maire le premier citoyen de sa commune, c'était tourner le dos à quelques siècles de civilisation jacobine.

Nous avons décidé que nous devions avoir confiance en nos concitoyens. La responsabilité n'est-elle pas la nouvelle dimension de la liberté. Nous avons eu raison d'agir ainsi. Aujourd'hui, si le gouvernement décide d'effectuer une pause aussi en matière de décentralisation, il n'ose pas revenir sur cette réforme de la gauche.

Car, d'où qu'ils soient, quelque soit leur bulletin de vote, les maires, les élus municipaux, sont conscients de leurs responsabilités. Ils n'admettraient pas qu'on les leur enlève.

Si la décentralisation avait d'abord comme but d'en finir avec l'Etat tout puissant centralisateur, elle tendait également à dessiner les contours de ce que j'ai appelé dès juillet 1981, la nouvelle citoyenneté.

La nouvelle citoyenneté.

Valeur fondamentale de notre démocratie, la citoyenneté ne saurait se contenter de la définition étroite qu'on en donnait jusqu'alors. A l'époque où la mondialisation de l'information fait de chacun de nous, conscient ou pas, un citoyen du monde et où l'élévation du niveau d'éducation et de culture conduit chacun à tenter de mieux maîtriser son propre destin, il faut permettre à l'individu de prendre sa véritable dimension.

Définir ce que doit être un citoyen aujourd'hui, devient alors un enjeu capital : Il s'agit de savoir si l'aspiration à plus d'autonomie va susciter un mouvement de repli sur soi, ou bien une meilleure maîtrise des forces de notre société.

Pour ma part, je suis convaincu que le repli sur soi serait le signe le plus clair du déclin. Face à la complexité croissante de notre société, l'ignorance ou le refus d'agir, ne peuvent mener qu'à la pire situation, l'incompréhension, l'affrontement.

Par une plus grande information, par une plus grande distribution des responsabilités, par la multiplication des moyens de communication, nous pourrons faire en sorte qu'un plus grand nombre de citoyens participent à notre vie démocratique. Afin de faire avancer notre démocratie.

Plus sûr des destinées

On pourrait à cet égard établir une distinction qui, je vous l'accorde, m'est personnelle, entre différentes sortes de citoyennetés.

Le civisme d'adhésion, qui est le plus spontané, s'exerce par le simple respect des lois de la République. Le respect de la loi est à la base de la démocratie, il s'impose à tous également, sous le contrôle du juge. Pourtant, ce civisme d'adhésion subit quotidiennement des attaques de toutes parts. Depuis le chauffeur qui pratique le respect sélectif du code de la route,

jusqu'au contribuable en bute au code des impôts.

Le civisme de participation, est celui qui donne un contenu aux valeurs de la démocratie. Sans la participation, la démocratie perd de son sens.

voter / déléguer son pouvoir

On a toujours insisté sur une des manifestations les plus visibles de ce civisme, à savoir l'inscription sur les listes électorales. De fait, les jeunes étudiants qui ont envahi les rues des villes pour dire leur inquiétude devant les projets gouvernementaux inégalitaires et se sont trouvés soudain plus politisés qu'ils ne le pensaient, ont presque tous aujourd'hui, comme premier réflexe de citoyen, d'aller avant le 31 décembre s'inscrire comme électeur dans leur mairie. Il est vrai que nous touchons là à une des expressions fondamentales de la citoyenneté.

Je remarque d'ailleurs, *que* contrairement à certaines autres grandes démocraties occidentales, la forte participation des Français aux élections, traduit leur sentiment d'appartenir à un même pays et relativise quelque peu la portée des discours consacrés à la perte du civisme.

S'inscrire *à* voter ne saurait toutefois suffire à faire du citoyen un participant à la vie

de la Nation. La participation doit porter aussi sur la vie économique. Les lois Auroux lui ont d'ailleurs donné en ce domaine des droits qu'on lui refusait jusqu'alors.

Etre citoyen dans l'entreprise, c'est également une façon de reconnaître le rôle de l'entreprise dans la vie de la Nation.

On s'étonne souvent, dans la presse ou chez les observateurs, du fait que ce soit la gauche qui ait réconcilié les Français et leurs entreprises. Je crois que nous avons surtout su intéresser les salariés à ce qui se passait sur leur lieu de travail en leur donnant des responsabilités.

La forme la plus achevée de la citoyenneté, pourrait être définie comme un civisme d'initiative face à des partis en crise, à des syndicats et des églises qui le sont également, les effectifs des militants sont en chute libre.

Pourt-il se laissent pour autant?

Et pourtant les initiatives fleurissent. Les associations constituent une réalité qui est une expression de la citoyenneté d'aujourd'hui. Il y aurait là une sorte de "démocratie directe et appliquée", je pense par exemple à des mouvements

Pierre Mauroy

Il est évident que
mouvement d'élégance

pourpre
opérable
réduct
un

* télévis
radio

o/ lafora

e complet

projet
calpato

hauteur d'acier
cote 100

Appareil

pour aller de
6 petits tapis

Cours en

58
86

tels que SOS RACISME.

/ Mais - rien d'y voir / -

La dimension spontanée, et souvent ponctuelle, des aspirations que l'on retrouve dans ce genre d'association rend ces dernières très difficiles à apprécier. L'élu national ou local a du mal à connaître la représentativité de ses interlocuteurs.

Cette évolution est tout de même bien intéressante. Car réfléchissons, si nos organisations de masse ne plaisent plus, ou moins, c'est sans doute en raison d'un refus de l'uniformité plus que d'un refus de l'engagement.

Il revient alors aux organisations de s'adapter cette formidable richesse humaine dans sa diversité d'aspiration et d'expression.

N'y-a-t-il pas là pour nous élus qui sommes partie prenante de cette démocratie, un formidable enjeu à relever. Car je vois dans ce mouvement l'expression actuelle d'une tendance historique qui conduit l'homme à exiger de plus en plus, de la part des institutions politiques et sociales. A elles de se développer pour permettre à l'homme, sans l'encadrer, de s'épanouir comme citoyen.

CENON

Samedi 18 Décembre 1986

POLITIQUE / VISITE DE PIERRE MAUROY

Une commune plus socialiste que jamais

Mercredi, Cenon a reçu un hôte de marque puisqu'il s'agissait de Pierre Mauroy, député du Nord, ancien premier ministre, maire de Lille, président d'honneur de la fédération Léo-Lagrange

Tout le monde sait que la rigueur du climat de cette région minière tant de fois citée n'est qu'une apparence, car la tendresse et la chaleur règnent dans le cœur des gars du Nord; il n'est que de se rappeler la fameuse berceuse «le Petit Quinquin». C'est sur l'invitation de M. René Bonnac, maire de Cenon, et de Pierre Garmendia, député de la Gironde, que cet illustre visiteur à l'imposante carrure et au sourire affable est venu, à l'occasion de son périple en Gironde, présider la manifestation organisée pour le cinquantième anniversaire du Front populaire. Nulle commune n'était mieux indiquée que Cenon pour fêter cette évocation historique, puisque depuis 1926, à savoir soixante ans, elle connaît une direction municipale socialiste, interrompue par la période de l'occupation et la participation d'un maire communiste de 1945 à 1947 à la gestion communale.

Cette année 1936 a été un moment ineffaçable de l'histoire républicaine de notre pays et un événement majeur du socialisme. Au cours de cette cérémonie, M. Mauroy a dévoilé deux médaillons, l'un à l'effigie de Léon Blum, l'autre à celle de la République, symbolisée par l'avènement de François Mitterrand à la présidence de la République, et encadrant un pan-

neau déjà existant sur l'un des murs de la grande salle du Conseil, supportant la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen.

Cette composition figurant en bonne place dans la mairie est l'expression d'une volonté d'immortaliser l'empreinte socialiste à Cenon.

Ces deux réalisations sont des œuvres d'art unique, appartenant à la ville et dont elle seule est l'éditrice, conçues, pour l'une par un artiste créateur de l'administration des monnaies et médailles, et fondue par celle-ci; pour l'autre par un ouvrier de cette même administration, membre du parti, exécutée par lui-même en taille directe.

M. Garmendia précisa que les jeunes de la mission locale avaient également apporté leur contribution pour la réalisation de ces œuvres. Après que René Bonnac ait rappelé ses souvenirs personnels du Front populaire, Pierre Mauroy, dans son intervention, s'attacha à expliquer que «dans l'accomplissement de l'histoire, au-delà de ses réformes, la gauche représentait des valeurs: le combat de la dignité de la personne humaine, de la légitimité, de la démocratie à travers les principes



Pierre Mauroy vient de dévoiler le médaillon à l'effigie de la République, symbolisée par l'avènement de François Mitterrand à la présidence de la République

(Photos Pierre Lascourrèges, «Sud-Ouest»)

les plus beaux et les plus généreux». A Cenon, ces propos ont été droit au cœur du peuple de gauche. Mai 1936 et mai 1981 sont deux grandes pages de l'histoire du socialisme. La cérémonie fut

empreinte d'émotion. Désormais, les générations futures auront une preuve concrète de ce qui s'est passé ce 17 décembre dans la commune. Léon Blum et François Mitterrand trônent désormais à

la mairie de Cenon pour toujours.

Pierre Mauroy peut prendre congé de ses nombreux amis et militants. Le messager s'en va. Le souvenir reste.

PIERRE LASCOURRÈGES

Mauroy: « Les moutons noirs de Chaban... »

L'ancien premier ministre a dressé hier une galerie de portraits politiques particulièrement caustique. Tout en prêchant pour le président



« Le socialisme est une chance historique, quoâ » (Photo Jean-François Grousset; « Sud-Ouest »)

Il a été trois ans le premier ministre scrupuleux de François Mitterrand. Son parcours suprême s'est achevé en juillet 1984, et depuis Pierre Mauroy a pris une certaine distance. Toute en hauteur. Il a moins qu'avant la voix calquée sur celle de son leader présidentiel, mais il continue de ponctuer ses phrases décisives — ou essentielles — d'un « quoâ » très particulier : une aubaine pour les caricaturistes vocaux.

Cela dit, cet homme à la fois rond et carré porte sur la politique nationale un regard lucide qu'il exprime en sourdine mais d'un verbe parfois aigu... La crise du Conseil général d'Aquitaine, dont le budget ne peut être voté l'inspire : « Si M. Chaban-Delmas accuse aujourd'hui la proportionnelle d'être à l'origine de ses maux actuels, il s'est bien gardé de faire le même procès quand il a été élu avec les voix du Front national ! Il ne faut pas invoquer les grands principes quand on en a manqué le jour de son élection ! Je sais, cependant, M. Chaban-Delmas sincèrement acquis à la cause et à l'idée de la région. Comme moi. Et je lui dis : tenez bon, ne vous en prenez pas à la gauche qui est elle-même pour la décentralisation, et s'il y a des moutons noirs dans votre majorité, vous auriez pu vous en apercevoir avant ».

« Jacques Chaban-Delmas doit tourner beaucoup de fois sa langue dans sa bouche avant de s'exprimer. Mais tout de même, il se-rait moche que son Conseil régional n'ait pas de budget ».

CHIRAC ET VICHY

Et si on parlait de Jacques Chirac ? « Je ne peux le juger par rapport à la cohabitation, qui est finalement l'affaire de François Mitterrand, qui s'avère impressionnant dans cette affaire, en

choisissant de ne pas s'identifier au gouvernement. M. Chirac aurait dû diriger un gouvernement plus raisonnable. Hélas, c'est le plus réactionnaire que nous ayons eu depuis Vichy ! Il détruit, expulse, divise... Et tout ça pour anesthésier le Front national afin de capter son électorat ».

Et Charles Pasqua ? Mauroy ironise : « C'est évidemment une chose que d'être chef du service d'ordre du R.P.R. ou de groupes séditieux et une autre que de devenir ministre de l'intérieur. M. Pasqua ne se suicidera pas, il l'a dit et de toute façon, personne ne le lui demande ».

LE TROU NOIR DE LA COHABITATION

Un mot sur M. Mitterrand. « Il est toujours — plus que jamais — le premier candidat du P.S. aux élections présidentielles. Il est d'ailleurs le seul à pouvoir gommer le trou noir de la cohabitation. Avec l'avènement du socialisme, nous vivons une chance historique pour cette fin de siècle. Et si le président ne se représentait pas ? Eh bien, il ne manquera pas de candidats au Parti socialiste ».

Cette galerie des portraits eût été incomplète sans une allusion à Laurent Fabius : « C'est vrai que vous êtes fâchés ? » « Allons, soyons sérieux. Ce n'est pas parce que nous n'avons pas forcément la même vision des choses, que nous ne nous aimons pas. D'ailleurs, nous déjeunons tous les deux ce jeudi. Les socialistes sont conviviaux, quoâ ».

C'était hier au Club de la presse de Bordeaux, entre deux questions à la mairie de Léognan, chère à notre ami Claude Jouve. (Voir également en page 3).

JEAN-MARC FAUBERT

JEUDI 18 DÉCEMBRE 1986

MAUROY : « TOUS LES TRIBUNAUX D'EXCEPTION SONT MAUVAIS, MAIS... »

► De passage hier en Gironde, Pierre Mauroy a « condamné avec la dernière énergie toutes les formes de violence et singulièrement cette forme aveugle qu'est le terrorisme ». Interrogé à propos de l'attentat contre Alain Peyrefitte, l'ancien premier ministre a ajouté : « Quels que soient les problèmes qui peuvent nous opposer, nous devons faire front contre la barbarie ».

En ce qui concerne les cours d'assises composées de magistrats (et non de jurés populaires) pour juger les terroristes, M. Mauroy reste

ferme sur les principes... mais avec des nuances.

« Je ne regrette pas du tout la suppression de la Cour de sûreté de l'Etat, dit-il, tous les tribunaux d'exception étant mauvais dans une démocratie où la justice doit être celle des citoyens. Cela dit, un certain nombre d'incidents ayant mis la justice dans l'incapacité de fonctionner, je peux comprendre que des mesures exceptionnelles soient prises. Mais je le regrette profondément comme je regrette que des citoyens n'aient pas été à la hauteur de leur tâche ».